

Divulgence des « Pentagon Papers » au Congrès

Le 25 juin 2021 Par Mike Gravel et Joe Lauria <https://consortiumnews.com/2021/06/25/revealing-the-pentagon-papers-in-congress-5-from-capitol-hill-to-beacon-hill/>

Mike Gravel (décédé le 26 Juin 2021) a siégé au Sénat américain pendant deux mandats en tant que représentant de l'Alaska de 1969 à 1981. Au cours de sa deuxième année au Sénat, Gravel a diffusé rendu publics les Pentagon Papers à une époque où la publication par les journaux avait été bloquée. Gravel était un farouche opposant au militarisme américain et s'est présenté à l'investiture du parti démocrate pour la présidence en 2008 et en 2020.

Joe Lauria est rédacteur en chef de Consortium News et ancien correspondant à l'ONU pour le Wall Street Journal, le Boston Globe et de nombreux autres journaux. Il a été journaliste d'investigation pour le Sunday Times de Londres et a commencé sa carrière professionnelle en tant que pigiste pour le New York Times. On peut le joindre à l'adresse joelauria@consortiumnews.com et suivi sur Twitter @unjoe.

Dans le cinquième épisode de cette série de huit articles, le sénateur Mike Gravel prend le risque de faire publier les Pentagon Papers en dehors du Congrès, chez Beacon Press à Boston.

Ceci est la cinquième partie de la série en plusieurs épisodes de Consortium News sur le 50e anniversaire du jour où le sénateur Mike Gravel a obtenu les Pentagon Papers des mains de Daniel Ellsberg et les conséquences auxquelles Gravel a dû faire face pour avoir divulgué ces documents top secrets au Congrès, quelques heures seulement avant que la Cour suprême ne se prononce sur l'affaire le 30 juin 1971.

Dans la première partie, Gravel apporte les documents au Capitole pour les rendre publics en les intégrant aux archives du Congrès. Dans la deuxième partie, Gravel obtient les documents d'Ellsberg par le biais d'un intermédiaire. La troisième partie est consacrée à l'histoire de la communication orale empreinte d'émotion des documents par Gravel. Dans la quatrième partie, la décision de la Cour suprême d'annuler la restriction préalable du gouvernement ouvre de nouveaux risques juridiques.

Les extraits publiés ici sont tirés du livre A Political Odyssey du sénateur Mike Gravel et de Joe Lauria (Seven Stories Press). Il s'agit de l'histoire de Gravel racontée et écrite par Lauria.



Beacon Hill, Boston. (Ian Howard/Wikimedia Commons)

Cinquième partie: Du Capitole à Beacon Hill

Si la presse ne voulait pas continuer à publier les Papers, alors moi, je le ferais. J'ai cherché un éditeur commercial pour le dossier de 4 100 pages de la sous-commission. Il fallait que les Américains soient mis au courant de toute l'histoire sur la façon dont les mensonges du gouvernement avaient finalement tué plus de 58 000 Américains et trois millions d'habitants en Asie du Sud-Est – tout comme nous avons besoin aujourd'hui d'exposer tous les mensonges sur l'Irak.



Leonard Rodberg. (Collège du Queens, NY)

J'ai reçu de nombreux refus au cours de cet été là en 1971, entre autres de la part de Harvard University Press et de MIT Press. Les éditeurs connaissaient le risque. Mais Gobin Stair, directeur exécutif de Beacon Press à Boston, s'en fichait.

Comme moi, il estimait que la presse laissait tomber le public. Voici comment il a expliqué les motivations de Beacon : « Nous estimons que le public est en droit de bénéficier d'une divulgation publique adéquate de ces documents plutôt que de résumés journalistiques sommaires. Nous nous lançons dans ce projet essentiel parce que nous sommes préoccupés par la rapidité avec laquelle la presse américaine s'est désintéressée de l'étude du Pentagone une fois que la Cour suprême a confirmé le droit du public à cette information. »

Gobin s'en prend également à ses collègues éditeurs qui n'ont pas fait preuve du même cran. « À une époque où la plupart des maisons d'édition sont vendues à de plus grands conglomérats industriels, c'est la multinationale et non plus l'éditeur qui contrôle le commerce du livre. Nous pouvons nous considérer comme très chanceux que notre maison d'édition adopte une attitude différente. »

L'attitude de Nixon était de s'en prendre à nous. L'idée qu'un sénateur, que la presse et maintenant qu'une maison d'édition défient l'exécutif a tellement enragé le paranoïaque Nixon qu'il s'est impliqué personnellement. Ce n'est jamais directement de la bouche de Gobin que j'ai entendu cela, mais lors d'une conférence à Boston en octobre 2002, il a raconté qu'il avait finalement décidé de publier les Papers après que Nixon ait décroché le téléphone pour le menacer.

« J'ai reconnu sa voix et il a dit : " Gobin, nous avons fait une enquête sur vous dans le coin de Boston", a dit Stair, "il paraît que vous allez publier cette série de Papers qui vient de ce type, Gravel". » Gobin se souvient : « Il était évident qu'il allait me demander de ne pas publier. Le résultat est qu'en tant que mec qui était responsable de Beacon, je courais au devant de gros problèmes. Le fait que Nixon m'ait dit de ne pas [publier ce livre], m'a convaincu que c'était le livre à faire. »

Cité à comparaître

Un donateur anonyme de Long Island a fait un don important à Beacon pour financer le projet. Je ne sais toujours pas qui c'était. Beacon a annoncé la publication le 17 août, six semaines après que j'ai lu les Papers en public. En moins d'une semaine, l'exécutif était à nos trousses. Le 24 août, mon assistant Leonard Rodberg a été cité à comparaître par le grand jury à Boston. J'avais engagé Rodberg pour organiser les Papers le jour avant que je les lise. Il m'a ensuite aidé en trouvant Beacon. Je lui avais dit qu'en tant que membre du personnel, il bénéficiait d'une immunité.

Rodberg avait trois jours pour se présenter devant le tribunal. Lui et moi avons immédiatement demandé l'annulation de l'assignation à comparaître. J'ai déposé une motion à part pour savoir ce que le grand jury voulait lui demander. Nous pensions que la Constitution nous offrait une protection contre les interrogatoires. Comme dans le cas du privilège avocat-client, un membre de mon personnel devrait être protégé contre toute enquête lorsqu'il m'aide à accomplir des actes législatifs, tel que la lecture d'un rapport de sous-comité.

La clause de la Constitution de " discours et débat " ne permet à aucun membre du Congrès (ou, selon nous, à son assistant) de faire l'objet d'une enquête pour une prise de parole pendant la législature, quoi qu'il ou elle dise, même s'il s'agit de la révélation de secrets gouvernementaux.

Le libellé précis de l'article Un, section six de la Constitution est que les membres des deux chambres : « Jouiront du privilège de ne pouvoir en aucun cas, sauf pour trahison, crime et violation de la paix publique, être mis en état d'arrestation pendant leur présence à la session de leurs chambres respectives, ni pendant qu'ils s'y rendent ou qu'ils en reviennent; et, pour tout discours ou débat dans l'une ou l'autre chambre, ils ne pourront être mis en cause dans aucun autre lieu. »

Cette clause trouve son origine dans le Bill of Rights anglais de 1689. Elle protégeait les membres du parlement qui s'exprimaient contre la monarchie pendant qu'ils étaient au Parlement. Les rois de la dynastie Stuart avaient envoyé de nombreux députés en prison pour des discours prononcés à la tribune.

Cette interdiction a été inscrite dans le texte après que Sir William Williams, président de la Chambre des communes, ait publié en privé un rapport de la Chambre critiquant l'exécutif – le roi Charles II. Williams a été condamné à une amende pour diffamation.

Le Bill of Rights garantit donc la liberté d'expression et de débat pendant une législature « pour le bien d'un seul... Sir William Williams, qui a été puni hors du Parlement pour quelque chose qu'il avait fait au sein du Parlement ». Cette insertion dans le Bill of Rights anglais a été un tournant décisif dans la montée progressive du pouvoir du Parlement au détriment de la monarchie.

Mais cela restait un enjeu pour les assemblées coloniales américaines, qui revendiquaient auprès des gouverneurs royaux leur droit de critiquer la Couronne en séance. Madison a inclus la clause dans la Constitution comme un " obstacle pragmatique " à la séparation des pouvoirs.

Et bien des siècles plus tard, Nixon, tel un monarque élu, tentait toujours de faire taire tout critique de l'exécutif parmi les représentants du peuple qui voulaient publier un rapport. Cette clause était ma seule défense dans l'espace du sous-

comité. Elle serait ma seule défense au tribunal. Et ce serait aussi celle de Rodberg.



Sir William Williams. (Bibliothèque nationale du Pays de Galles/Wikimedia Commons)

Selon notre interprétation de la clause, la Constitution stipulait que personne ne pouvait m'interroger, pas plus qu'un de mes assistants, dans un tribunal, dans un poste de police ou ailleurs, quant à la légalité de ce que moi ou un assistant avons dit ou fait au cours d'un acte législatif. Mais ce que j'amenais depuis le Capitole jusqu'à Beacon Hill, c'était mon discours protégé, les *Pentagon Papers*. Nous ne savions pas très bien quelles en seraient les conséquences.

Les durs à cuire

Alors que le tribunal de district examinait notre requête pour annuler l'assignation à comparaître de Rodberg, deux hommes de main du Pentagone portant chapeaux de feutre, vêtus de trench coats et cigarettes à la bouche se sont présentés le 17 septembre dans les bureaux de Beacon dans une rue verdoyante sur la colline surplombant Boston Common. Ils ont essayé d'intimider Gobin.

T4917 * \$1.50 * A BANTAM EXPORT EDITION

**THE SECRET HISTORY
OF THE VIETNAM WAR**

**THE COMPLETE AND
UNABRIDGED SERIES
AS PUBLISHED BY
The New York Times**

**THE
PENTAGON
PAPERS**

**BASED ON INVESTIGATIVE REPORTING
BY NEIL SHEEHAN.**

**WRITTEN BY NEIL SHEEHAN,
HEDRICK SMITH, E. W. KENWORTHY
AND FOX BUTTERFIELD**

**WITH KEY DOCUMENTS
AND 64 PAGES OF PHOTOGRAPHS**

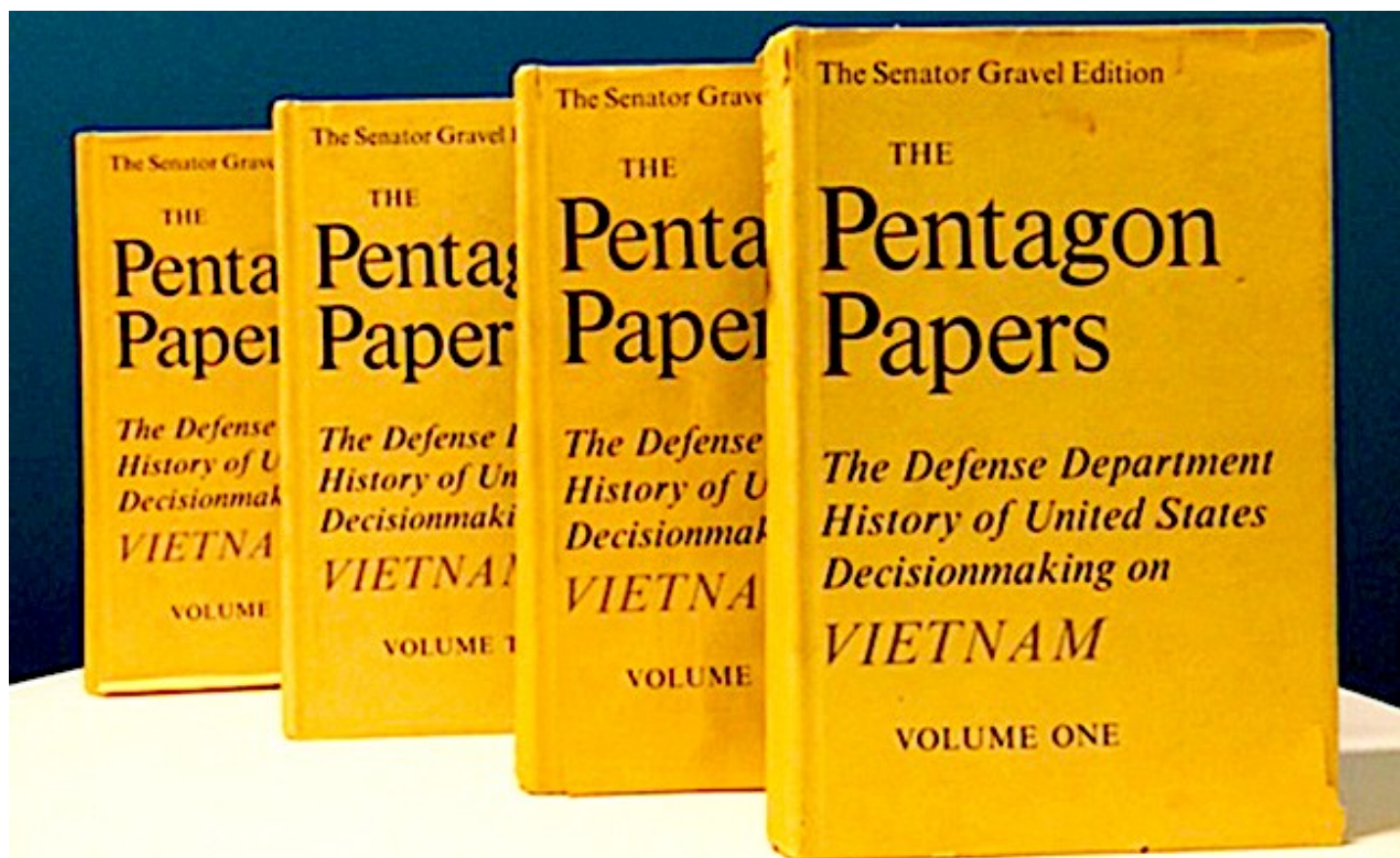
Ils ont exigé que les Papers soient soumis à des analystes militaires pour examen. Ils ont vérifié la photocopieuse pour voir si Ellsberg l'avait utilisée. Mais leur numéro de durs à cuire a échoué. Gobin a gagné du temps en acceptant une réunion de suivi, mais le Pentagone a tout à coup laissé tomber l'affaire. Le conseiller juridique du Pentagone, Fred Buzhardt, aurait déclaré quatre jours plus tard que la décision concernant le *New York Times* l'avait finalement arrêté. (*Nashua Telegraph*, 21 septembre 1972, cité dans *Beacon Press and the Pentagon Papers*, Allison Trzop).

Le 4 octobre, le juge du tribunal de district W. Arthur Garrity Jr. (plus tard célèbre pour avoir décrété l'intégration raciale par le biais du busing à Boston) a rejeté notre requête visant à annuler l'assignation de Rodberg. Les procureurs avaient même tenté de me retirer ma protection parce selon eux, j'avais organisé une réunion « non autorisée » du sous-comité. Garrity a rejeté cette partie là mais a décidé que Rodberg devait témoigner. Le juge a précisé qu'il ne pouvait pas être interrogé sur ce qu'il avait fait pour moi au Congrès. Mais le juge a déclaré que les questions concernant Beacon étaient de bonne guerre car selon lui la Constitution ne protégeait pas la publication privée d'un compte-rendu de sous-comité. Nous avons décidé de continuer à nous battre et avons porté notre affaire devant la Cour d'appel des États-Unis.

Publication par le Pentagone

C'est à cette époque là que le ministère de la Défense a prouvé sa duplicité. Douze jours avant la date de publication de Beacon Press, le Pentagone a publié sa propre édition de poche. Tant pis pour l'atteinte à la sécurité nationale. Si vous ne pouvez pas les vaincre, provoquez-les. Il s'agissait là de pure vindicte nixonienne pour couper l'herbe sous le pied de Beacon et réduire ses ventes. Ce qu'il considérait comme une propriété volée, il l'a mis en vente au prix de 50 \$ pour la série de 12 volumes. À la mi-juillet, le *New York Times* a vendu son propre livre de poche, en compilant les reportages qu'il avait déjà publiés.

J'ai ressenti un certain soulagement une semaine plus tard lorsque j'ai vu pour la première fois un exemplaire de l'édition en 4 volumes de Beacon, ceint d'une bande de papier rouge portant la mention « Top Secret ». Les livres étaient posés sur un piano à queue lors de la fête du livre à l'hôtel Sheraton-Carlton de Washington. Je ne me souviens pas précisément de ce que j'ai dit à la fête, mais le *Washington Post* m'a cité le lendemain disant : « J'étais prêt à renoncer à mon siège de sénateur pour que le peuple américain puisse avoir ces Papers. Rien d'autre que ma famille ne m'est plus cher que mon siège au Sénat – je veux être sénateur depuis l'âge de 12 ans. Ce [livre] est ma seule récompense [...] S'il y a la moindre question sur le fait que je le referais, je le referais. Je le ferais encore et encore, et encore et encore. »



Le 22 octobre 1971, Beacon a publié 20 000 exemplaires des 4 volumes de l'édition Senator Gravel des Pentagon Papers, avec couverture reliée et en livre de poche.

C'est à ce moment-là que les assignations à comparaître ont vraiment commencé à pleuvoir.

Avec la publication de la propre édition du Pentagone, on ne penserait pas que cela les ennuerait autant. Mais cinq jours plus tard, le 27 octobre, des agents du FBI sont entrés à la New England Merchants Bank pour saisir les dossiers de l'Unitarian Universalist Church (UUC), la société mère de Beacon Press. La banque a refusé. Les agents sont donc allés devant le grand jury et sont revenus le lendemain avec une assignation à comparaître. Ils voulaient voir tous les chèques liés aux Papers.

J'ai pris l'avion pour Boston afin de protester. Avec la UUC, nous avons demandé et obtenu une injonction pour stopper le FBI. La veille, j'avais fait appel devant la Cour d'appel des États-Unis dans l'affaire Rodberg. L'injonction que nous avons obtenue ordonnait l'arrêt de l'enquête du FBI jusqu'à ce que la cour d'appel statue dans notre affaire. Le grand jury a continué de siéger, mais ne pouvait plus alors délivrer d'assignations à comparaître.

Suspension du grand jury

Au cours de l'hiver, nous avons appris que le FBI recommençait de nouveau, harcelant la banque en violation de l'ordonnance du tribunal. Le juge de la Cour d'appel était furieux. Il a émis une injonction interdisant complètement au grand jury de siéger. Chuck Fishman, mon avocat à l'époque, pense que c'était la première fois qu'un tribunal américain suspendait un grand jury.

En janvier 1972, la Cour d'appel a pris sa décision concernant Rodberg. Elle a confirmé son immunité contre tout interrogatoire concernant son travail pour moi au Capitole. Mais elle est allée plus loin. La cour a déclaré que, bien que la publication privée ne soit pas protégée par la Constitution, Rodberg avait un privilège de droit commun, celui de ne pas être interrogé non plus sur nos relations avec Beacon Press. La cour a considéré que c'était un acte législatif, même en dehors du Capitole.

C'était une grande victoire. Rodberg n'a pas eu à témoigner. C'était l'objectif de cinq mois de tracas juridiques. Mais la cour d'appel a déclaré que les tierces parties ayant connaissance de l'affaire Beacon n'étaient pas protégées et pouvaient être interrogées, y compris les agents de Beacon eux-mêmes. Fishman m'a fortement conseillé de partir avec la victoire en poche. Nous avons obtenu que Rodberg conserve le droit de ne rien dire au sujet des Pentagon Papers. Il était temps de rentrer à la maison. Mais je ne pouvais pas laisser Beacon traîner là, entre deux eaux.

Ils avaient pris un risque avec moi. Ils avaient déjà reçu deux assignations à produire devant le grand jury tous les documents que moi ou Rodberg avions donnés à Beacon – à savoir les Pentagon Papers. J'ai dit à Fishman qu'il fallait aller jusqu'à la Cour suprême pour faire annuler ce dernier point. Il a pensé que j'étais fou.

Ma querelle avec lui a été réglée quand l'exécutif a fait appel de sa défaite devant la Cour suprême. Nous allions de toute façon le faire maintenant, alors nous avons aussi intenté un procès contre l'exécutif devant la plus haute cour. Nixon voulait s'en prendre à Rodberg, entre autres, pour coincer Ellsberg. Rodberg, bien sûr, avait beaucoup de choses à cacher. Il avait reçu des sections des Papers des mains même d'Ellsberg des mois avant moi, et en fait c'est cela qui avait conduit à son embauche.

Mon action devant la Cour suprême est devenue célèbre dans le milieu anti-guerre à la mode. J'ai passé beaucoup de temps à Hollywood à cette époque, prenant l'avion dès que j'en avais l'occasion. J'admets que, même si mes motivations étaient fondées sur des principes, j'appréciais la notoriété que ma position m'avait apportée. C'est bien humain. Mais j'ai fait en sorte que cela ne me monte pas à la tête.

En particulier, lorsque Jane Fonda s'est manifestée après ma divulgation des Papers et a voulu m'aider à me défendre contre les attaques de l'exécutif. Je ne l'avais rencontrée qu'une fois, brièvement, auparavant. Elle avait organisé une collecte de fonds pour notre défense dans la maison de son père à Beverly Hills. Il y avait plein de stars présentes, dont Henry Fonda et Jackie Cooper. Tout ça est un peu flou maintenant. Je me souviens juste d'avoir été le centre d'attention parmi une foule de personnes habituées à se trouver dans cette position. J'ai fait un discours contre Nixon qui a été applaudi. Nous avons même récolté de l'argent. Nous en avions besoin. Nous étions en train de nous préparer juridiquement à affronter le président devant la juridiction de dernier recours.

© Mike Gravel et Joe Lauria

Prochaine parution: Gravel se présente devant la Cour suprême pour se défendre et prendre la défense de Beacon Press.